PRESENTS : BERTHELON Pascal, BRIDE Denis, BON Hervé, CHARRIERE Gérard, DAVID Eric, COMTE Thierry, DUVERNAY Daniel, DRAPIER Delphine, DUMONT Xavier, GROS Mathieu, JAUD Joëlle, JOURNEAUX Cyrille, LEVEQUE Frédéric, MAIRE Michaël, PERROD Isabelle, ROULIN Patrick, SONNEY Jean- Pierre, VACELET Denise, VINCENT Colette.

PROCURATIONS : BOROD Alain a donné procuration à GAILLARD Gilles, ce dernier est aussi absent.

JAEHN Nancy a donné procuration à CHARRIERE Gérard, SARRAN Jean-Louis a donné procuration à LEVEQUE Frédéric, PAGET Christophe a donné procuration à ROULIN Patrick

ABSENTS EXCUSES : CAILLAT Jean, BOROD Alain, CRAUSAZ Lilia, JAEHN Nancy, COMTE Philippe, SARRAN Jean-Louis, RONCALLI Damien, PAGET Christophe.

ABSENTS : GAILLARD Gilles, GUYGRAND Gabriel, HUVEY Jean-Jacques, OVERNEY Christian, MOREY Pierre.

SECRETAIRE DE SEANCE : JOURNEAUX Cyrille

Le Maire ouvre la séance et fait part des procurations de Messieurs Alain BOROD, Christophe PAGET, Jean-Louis SARRAN et madame Nancy JAHEN.

➤ **Points sur les dossiers en cours**

Construction de la salle communale au Martelet.

Les travaux avancent correctement et le planning est respecté. Les réunions de chantier hebdomadaires permettent quelques ajustements entraînant des moins -values sur certain lot et des plus- value sur d'autres lots (aménagement extérieur par exemple...). La pose de caméras à chaque angle est envisagée.

Les remarques sur l'obligation d'une ligne téléphonique pour les appels d'urgence et la présence de défibrillateurs sont notées, le Maire s'engage à étudier la réglementation.

La commission « salle » devra se réunir prochainement pour réfléchir sur le fonctionnement, les locations et l'entretien.

Avancement des travaux Salle des Vignes.

Les travaux liés à l'assainissement non collectif sont réalisés.

Suivi des autres dossiers de travaux.

Les travaux de voirie sur les routes de SAVIGNA – LEGNA et SAVIGNA –FETIGNY et le chantier piétonnier sur LEGNA seront réalisés cet automne.

Une réunion de la commission est programmée le 18 septembre 2019.

Requête de Monsieur FUTIN – jugement du tribunal administratif.

Aux motifs que les remarques du commissaire sur le dossier de l'enquête publique ne sont pas assez approfondies et d'un comparatif entre le coût de l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif trop sommaire, le tribunal administratif a demandé l'annulation de la délibération du 13 février 2017 approuvant le zonage de LEGNA. La communauté de communes a fait appel de la décision.

➤ **Schéma communal DECI** et planning arrêté le 11 juillet 2019.

Suite au dernier conseil municipal, le dossier a été déposé auprès de la Préfecture du Jura et du SDIS. La défense incendie de la salle du Martelet qui concernera également quelques habitations, le poteau d'aspiration à SAVIGNA et la surveillance de niveau à AGEA sont les premiers travaux prioritaires. L'ensemble du programme de travaux peuvent être subventionné par l'Etat au titre de la DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) même s'ils relèvent de plusieurs tranches d'exécution.

➤ **Rapport 2019 de la CLECT** (Commission Locale d'Evaluation des charges transférées) : approbation

Thierry COMTE rappelle le vint et va de la compétence « eaux pluviales urbaines »

La communauté de communes était compétente en la matière car il s'agissait d'une composante de la compétence assainissement.

La loi n°2018-702 du 3 août 2018 est venue modifier le contenu de la compétence optionnelle Assainissement enlevant de cette compétence les EPU. La compétence assainissement n'inclut plus les EPU. La CLECT a évalué le montant des charges rétrocédées à 0.00 €.

Suite à la modification des statuts de la communauté de communes, celle-ci est de nouveau compétente depuis fin mars 2019. La CLECT a évalué le montant des charges transférées à 0.00 €.

Les attributions de compensation en 2019 serait les mêmes qu'en 2017 et 2018 soit 2055 €
Il rappelle également qu'un fond de concours de 50 % a été institué entre les communes et la communauté de communes pour le financement de travaux.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le rapport 2019 de la CLECT.

- **Intercommunalité** : arrêté préfectoral 3930190701-003 du 01 juillet 2019, fixant le projet de périmètre d'une communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes Pays des Lacs, Région d'Orgelet, Petite montagne et Jura Sud, et ses annexes.

Décision sur

- le projet de périmètre
- la catégorie d'EPCI
- le projet de statut de la future communauté de communes.
- La composition du futur conseil communautaire

Le Maire indique que selon les dispositions législatives, le futur EPCI sera une communauté de communes à Fiscalité Professionnelle Unique.

La réglementation prévoit que les compétences « optionnelles » soient harmonisées dans les trois mois et les compétences « facultatives » dans les deux ans, suivant la fusion.

Après avoir précisé qu'aucune décision sur les futurs statuts n'était prise, il suppose que :

la compétence assainissement sera conservée car elle deviendrait obligatoire en 2026,

la compétence scolaire et périscolaire pourrait être étendue sur l'ensemble du territoire bien que certains maires sont très concernés par des écoles dans leur village.

la compétence voirie soulève plus de débat car seule la communauté de communes Petite Montagne l'exerce.

Un conseiller municipal fait remarquer que le choix du transfert au futur EPCI ou sa rétrocession peut entraîner un fort impact sur les taux de fiscalité.

Le Maire, à la demande d'un conseiller municipal, précise les éléments qui le poussent à être favorable à la fusion :

- Le régime dérogatoire (seuil inférieur à 15 000 habitants ou de densité de population) qui permet à la communauté de communes Petite Montagne d'exister, peut être abrogé. Ceci entraînerait sûrement une fusion avec ECLA ou des communautés de communes ou d'agglomération voisines donc une fusion avec des collectivités totalement différentes. Une fusion avec la seule communauté de communes de la Région d'Orgelet compterait environ 12 000 habitants, le seuil critique ne serait pas atteint.

- La fusion est une volonté commune de nombreux élus des 4 territoires et des 4 Présidents . La future communauté de communes compterait 92 communes dont 83 seraient représentées que par un seul représentant ce qui signifie que la grande majorité des communes sont de taille similaire avec souvent des problématiques identiques. Un conseiller municipal fait remarquer que le futur territoire s'étendra sur 4 bassins de vie.

- A la crainte sur l'éloignement, le Maire évoque la possibilité de garder des services de proximité, une organisation à créer qui s'appuiera sur les 4 bourgs centre (ARINTHOD, ORGELET, CLAIRVAUX, MOIRANS en MONTAGNE), l'implication des secrétariats de mairie qui devront être de vrai relais.

- La mise en commun des moyens permettrait d'envisager d'autres actions (dans le domaine du tourisme notamment). Sa comparaison avec la commune nouvelle soulève des remarques : « les économies ont eu lieu grâce à l'arrêt de la baisse des dotations et la fermeture de 3 mairies, ceci ne sera sûrement pas le cas pour les sièges des communautés de communes historiques. De plus il faudra revoir l'organisation du personnel, voire de recruter des responsables de service ». Il pourra aussi s'agir de modification des postes actuels des agents.

- Demander et obtenir des subventions de la Région et des fonds européens seront facilités par le type de projet qui sera présenté. Aujourd'hui, du fait de la volonté des élus et de « l'histoire », chaque territoire présente une image différente de celle de son voisin (sport, social, économie, accompagnement de la population et scolaire...).

- Au regard des données nationales actuelles, ne vaut-il pas mieux fusionner avec des « partenaires choisis » ou subir un regroupement ?

Selon la réglementation en vigueur, le(s) conseiller(s) communautaire (s) représentant une commune de moins de 1000 habitants est déterminé par l'ordre du tableau des élections municipales . En cas de communes nouvelles, la dérogation accordée jusqu'au renouvellement des conseils municipaux de mars 2020 est maintenue. La commune nouvelle ne peut pas disposer de moins de siège que le nombre de communes historiques. L'implication du (des) représentant (s) au sein de la future communauté de communes sera tout aussi importante qu'aujourd'hui.

Avant de passer au vote, le Maire explique que la fusion ne sera effective que si, au niveau du futur territoire 1/2 des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population ou si 2/3 des conseils municipaux représentant les 1/2 de la population et que au niveau de chaque territoire le 1/3 des conseils municipaux soient favorables.

Le conseil municipal, par,

membres présents : 19 procurations : 3 votants : 22 abstention : 0 voix contre : 4 voix pour : 18

- APPROUVE le périmètre de fusion proposé par l'arrêté préfectoral n°3920190701-003 soit l'ensemble du territoire des actuelles communautés de communes Jura Sud (17 communes), Pays des Lacs (27 communes), Petite Montagne (23 communes) et Région d'Orgelet (25 communes),

- APPROUVE la constitution établissement public de coopération intercommunale sous la forme d'une Communauté de communes à échelle des 92 communes concernées par l'arrêté préfectoral n°3920190701-003,

- APPROUVE le projet de statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale tel qu'annexé à l'arrêté préfectoral n°3920190701-003.

➤ **Questions et informations diverses.**

• Début de l'été, la compagnie d'assurance du locataire de la cure, celle de la mairie, le locataire et le Maire ont visité l'appartement pour constater les dysfonctionnements. A ce jour, le dossier semble être classé sans suite par les assureurs.

• Le festival « les Gueules de bois » fut une vraie réussite, sans apporter de gêne au village, malgré l'écho sonore à Montadroit en raison de la géographie locale. L'organisation et le travail des organisateurs sont à soulignés.

• Renouvellement des conseils municipaux.

Dans l'attente de circulaires préfectorales précises, les réponses restent à confirmer, excepté celle de la date du premier tour le 15 mars 2020 et du second tour le 22 mars 2020.

Dans une commune de moins de 1000 habitant,

- la parité n'est pas requise

- chaque électeur a la possibilité de rayer un nom sur la liste en inscrire ou non un autre nom. Si la nouvelle personne n'a pas fait acte de candidature en Préfecture, elle ne pourra pas être élue.

- si une liste est proposée, il ne semble pas y avoir d'obligation pour qu'elle compte autant de candidats que de siège à pourvoir.

- le nombre de conseillers municipaux est défini par la strate de population au 01 janvier de l'année du renouvellement. De 100 à 499 habitants, le nombre de conseiller est de 11, de 500 à 1499 habitants il est de 15.

En cas de création de commune nouvelle la loi prévoit que le nombre de conseiller municipaux sera celui de la strate supérieure de population.

• Calendrier des animations « crêpes ».

Comme l'an passé, madame VINCENT propose de reconduire ces soirées. Merci pour tout ce travail et cette proposition. Les dates du 22 novembre à AGEA, du 10 janvier à FETIGNY, du 31 janvier à SAVIGNA, du 28 février à CHATONNAY sont proposées. Les dates sont à confirmer.

• Site internet de la commune

Le Maire remercie toute l'équipe qui a travaillé sur le site internet et sur sa mise à jour. Un correspondant par village est souhaité.

L'ordre du jour étant épuisé le maire lève la séance à 22 heures 00.